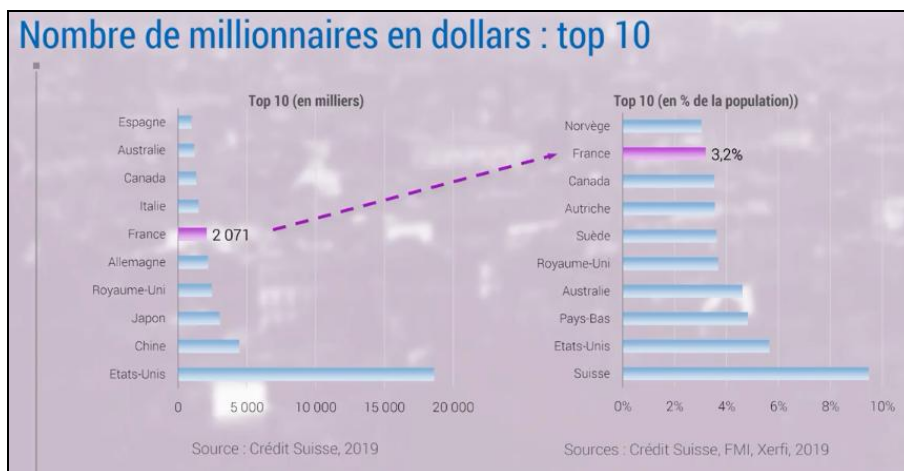


Comment la France a autant de riches avec sa fiscalité confiscatoire

Alexandre Mirlicourtois, Xerfi, novembre 2019

Voilà un nouveau mystère : comment la France peut-elle compter autant de riches voire de très riches avec un système fiscal réputé confiscatoire. L'étude annuelle du Crédit Suisse sur la Richesse Global est sans ambiguïté : avec plus de 2 millions de Français millionnaires en dollars, la France est peut-être loin du trio de tête composé des Etats-Unis, du Japon et de la Chine, mais elle est bien installée dans le top 10, aux coudes à coudes avec l'Allemagne.

En rapportant le contingent de millionnaires à la population pour gommer les effets de taille, la Suisse arrive en tête devant les Etats-Unis et les Pays-Bas. En Europe, l'Italie, l'Allemagne et l'Espagne sont éjectés de ce nouveau classement. Quant à la France avec 3,2% de millionnaires elle glisse simplement du 6e au 9e rang. Et encore la méthodologie n'est pas favorable aux Français car si le patrimoine pris en compte reprend bien les actifs immobiliers et financiers net des dettes, il n'intègre pas les créances de retraites latentes alors que les actifs des fonds de pensions sont inclus.

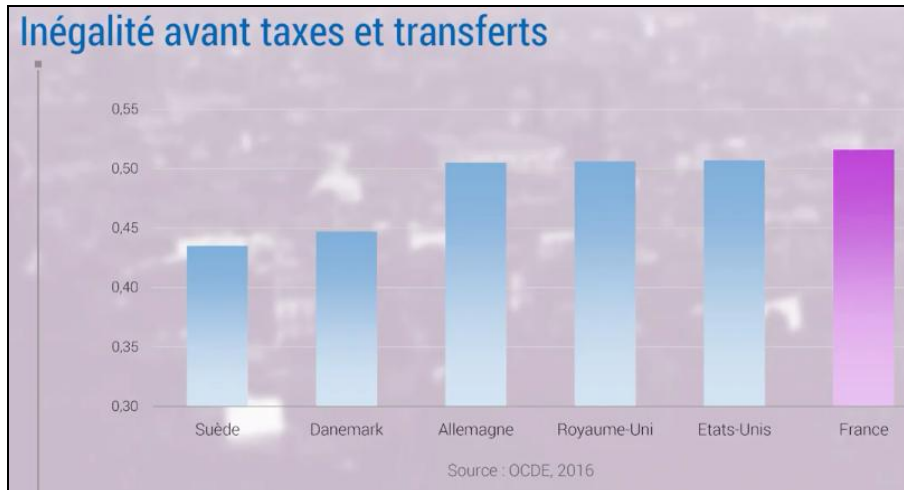


C'est surprenant, mais voici 5 éléments pour comprendre comment un pays qui a, soit disant, un problème avec les riches arrive à en produire autant et à un tel niveau de richesse.

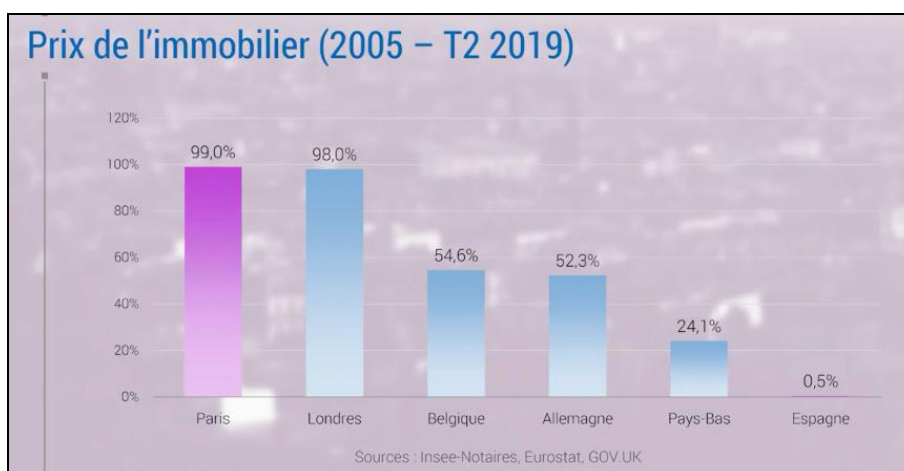


Le premier renvoie aux inégalités des revenus primaires. La France est une formidable machine à redistribuer, mais il ne faut pas perdre de vue que c'est sur fond de très grandes inégalités à la base. Si l'on se réfère à l'outil standard de mesure des inégalités, que

constitue l'indice de Gini, les inégalités primaires de revenu avant impôt et transfert sont plus élevées en France que dans les pays nordiques comme la Suède ou le Danemark mais aussi que dans les pays anglo-saxons, Allemagne, Royaume-Uni et Etats-Unis. Bien entendu, l'Etat providence réduit ces inégalités mais il ne peut totalement les gommer au plus haut de la pyramide.

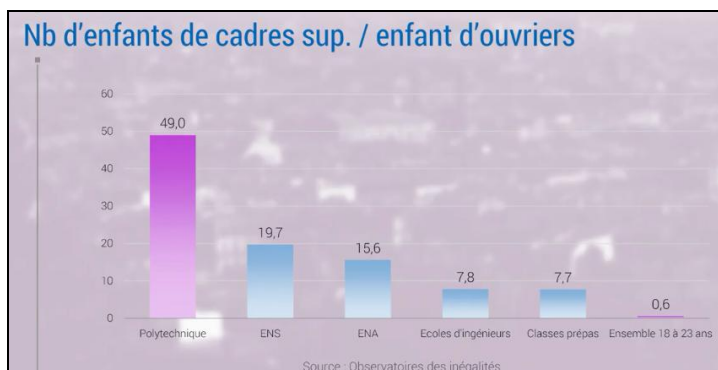


Deuxième élément à intégrer : l'évolution des prix de l'immobilier. Partout dans le monde, le taux de propriétaires augmente avec le niveau de richesse et l'immobilier constitue une part importante du patrimoine. Sa valorisation est donc un facteur déterminant pour entrer dans le club des millionnaires. En France, plus qu'ailleurs, les hauts revenus se concentrent sur une petite partie du territoire, dans les meilleurs quartiers des grandes métropoles et les régions stars (Haute-Savoie, Côte d'Azur, Lubéron..). La moyenne nationale des prix de l'immobilier n'a donc pas de sens et c'est Paris qui donne le LA : entre 2005 et le 2ème trimestre 2019, les prix se sont envolés de près de 100% dans la capitale. Il n'y a guère que Londres qui a suivi le rythme. En Belgique, en Allemagne (où le marché national est moins éclaté), la progression a été de 50% environ. Un cran en dessous les Pays-Bas et plus bas encore l'Espagne quasiment à zéro.



Troisième élément, l'élitisme social des filières d'excellence qui renforce in fine la concentration des revenus et des patrimoines sur une petite partie de la population. Il y a près de cinquante fois plus d'enfants de cadres supérieurs que d'enfants d'ouvriers à

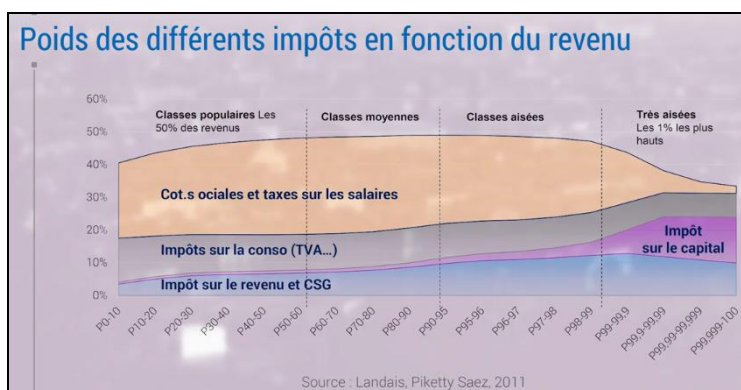
Polytechniques, 20 fois plus dans les Ecoles normales supérieures, près de 16 à l'ENA et jusqu'à 8 environ dans les classes prépas alors qu'ils sont finalement moins nombreux que les fils et filles d'ouvriers.



Or non seulement ces formations sont gratuites (ou presque) mais les élèves sont en plus rémunérés. C'est le jackpot, le capital des parents qui sera transmis plus tard aux enfants n'est pas entamé et les étudiants entreront dans la vie active sans dette et accéderont aux postes les plus rémunérateurs du privé et du public avec de véritables rentes de situation. Et plus généralement, l'éducation gratuite, la santé gratuite, sont deux éléments qui protègent les fortunes contre les grands coûts ou accidents de la vie, contrairement à d'autres pays, et qui préservent par la suite les revenus de la propriété des riches et de leurs descendants.

Avant dernier élément une fiscalité peu progressive : sur un total de 1 000 milliards d'euros de prélèvements obligatoires chaque année (y cotisations sociales donc), près de 75% sont payés par tous aux même taux, qu'ils soient riches ou pauvres (si l'on néglige toutefois, les éléments de progressivité des prélèvements sociaux au voisinage du SMIC ou de la CSG). A peine 90 milliards sont finalement issus de prélèvements réellement progressifs : l'impôt sur le revenu, les droits de succession et l'IFI.

5ème et dernier élément, si l'on ajoute à la faible progressivité, l'évitement fiscal, le taux d'imposition s'avère in fine décroissant pour le haut de la distribution des revenus. Cette baisse du taux global d'imposition chez les plus riches est due non seulement au poids décroissant des cotisations sociales et de l'impôt sur le revenu, mais aussi à l'utilisation de nombreuses niches et techniques d'optimisation fiscale.



Bref, la France n'est peut-être pas la terre promise pour les riches mais ce n'est pas non plus l'enfer.